

SAMBE

Bulletin de la Société des Amis de Mongo Beti

N° 9-10 – Année 2007

Odile Biyidi Awala : Éditorial, p.1

Mongo Beti, *Lettre de Yaoundé, Cameroun 1958*, p. 1

Références et archives : p. 8

Cotisations et adhésions : p. 8

*Notre retard de parution ne s'est guère amenuisé mais je ne désespère pas de le combler dans les mois qui viennent. L'année 2007 a vu naître un projet de la **Sambe** qui verra le jour bientôt, celui d'aménager un espace bibliothèque dans la **librairie des Peuples Noirs**. Cette tâche devrait avoir deux effets utiles et bienfaisants, d'une part celui de permettre à la librairie, qui n'a qu'une très maigre clientèle et un trop petit chiffre d'affaires, de tirer parti de ses locaux et, d'autre part, celui d'offrir en consultation des ouvrages que trop peu de Camerounais peuvent acheter. Même très modeste cette bibliothèque rendra des services dans le désert livresque environnant. L'aménagement serait à la charge de la **Sambe**, qui a bénéficié d'un don à cet effet, et je mettrais à la disposition de la bibliothèque un fond de livres.*

*En compensation de la rareté de notre parution je voudrais offrir à la **Sambe** un texte précieux de Mongo Beti, la **Lettre de Yaoundé, Cameroun 1958**, qu'il fit paraître en décembre 1958 à Paris dans la revue Preuves. Cette revue, qui publiait dans le même numéro un texte de Boris Pasternak, reflétant plutôt le libéralisme occidental, plus spécialement états-unien, avait envoyé le jeune écrivain prometteur qu'était alors Mongo Beti, en reportage en Afrique, notamment au Cameroun, son pays.*

Ce texte, jamais réédité, ne doit pas rester inconnu. Il est en effet saisissant de vie, d'acuité intellectuelle, et de prophétisme. Tous les maux du Cameroun d'aujourd'hui sont saisis à leur source. L'extraordinaire lucidité politique dont témoignent ces lignes, en même temps que l'incalculable témoignage sur la réalité d'il y a cinquante ans, quand tout était possible et quand tout a été verrouillé pour un demi-siècle et peut-être plus, nous bouleversent.

Odile Biyidi Awala

LETTRE DE YAOUNDÉ

Cameroun 1958

PAR MONGO BETI

Après une quinzaine d'heures de voyage et une correspondance à Douala, un joli petit quadrimoteur vous fait atterrir à Yaoundé, à environ Huit heures et demie du matin. Le paysage foncé et rouge, les édifices couverts de tôle ondulée, les hommes en short et chemisette, pieds nus parfois, les femmes vêtues de robes de cotonnade, les rues mal goudronnée, Yaoundé, capitale du Cameroun – mais en importance économique la deuxième ville seulement du pays – est une petite sous-préfecture – du moins dans sa partie vraiment

urbaine – noyée dans le moutonnement verdoyant d'une multitude de collines festonnées de palmiers élancés.

Place de la poste, le spectacle est pittoresque, bien que peu africain : des voitures françaises du modèle le plus récent virent sur les chapeaux de roue, en gémissant ; des enfants dépenaillés, affamés et tristes supplient le passant de leur acheter un exemplaire du journal qu'ils vendent ; des jeunes gens se tiennent debout, nonchalamment appuyés à la balustrade entourant l'Hôtel des Postes ; d'autres bavardent bruyamment, assis sur les marches. Affairés, des Européens en short pénètrent dans les bureaux ou en sortent. Un peu plus loin, sur les quais de la gare de chemin de fer, des porteurs assis ou debout s'amuse des grivoiseries qu'ils débitent à tour de rôle, attendant une problématique occasion de gagner un peu d'argent : le sous-emploi sévit encore plus dans leur partie que partout ailleurs. De temps à autre passe une patrouille dont l'arme est difficile à identifier : ils sont deux ou trois, casqués d'acier, mitrailleuse sous l'aisselle ; leur apparence bonhomme est démentie par les œillades inquiètes qu'ils lancent fréquemment aux chômeurs entassés par grappes ou déambulant de-ci, de-là. Il fait une chaleur humide, le ciel est bas, nuageux, très peu lumineux et, n'étaient les gens, on aurait peine à se croire en Afrique.

Voici qu'au loin apparaît un long cortège, qui avance lentement. Des jeeps montées par des soldats casqués et des sous-officiers européens en tenue de campagne précèdent un corbillard. Comme freiné par une crémaillère, le convoi glisse sur la côte qui vient mourir aux abords de la Place de la Poste. Les jeeps, martiales et effrayantes, arrivent à ma hauteur puis me dépassent, suivies du corbillard ; et c'est une interminable file de belles voitures, *Versaille*, *Frégate*, et d'autres marques encore, arborant les trois couleurs camerounaises – ici aussi, on est tricolore. Par les portières on aperçoit, confortablement installés et se donnant des airs d'assurance, des hommes bien nourris, habillés de costumes de *Tergal*, dont on devine, à leur coupe excellente, qu'ils ont été faits à Paris. Ce sont les grands du régime : ministres, secrétaires d'Etat, directeurs et chefs de Cabinets de l'Etat sous tutelle du Cameroun.

De quoi s'agit-il donc ? D'une cérémonie officielle et solennelle (bien que quotidienne, ajoute tout bas une de mes jeunes amis) : les funérailles de sous-officiers français tués en opération dans la Sanaga maritime, la province où sévit l'insurrection. En moins d'une heure, j'avais eu une vision résumée du Cameroun en l'an 1958 de l'ère chrétienne : cette fière gare vide de fret et de trains, ces soldats inutiles, ces morts sans cause, tous ces ministres, inutiles aussi, mais qui coûtent si cher et, dominant tout cela, de nombreux jeunes gens sans travail, affamés et observant silencieusement !

Je n'avais plus grand-chose à apprendre. J'en eus si bien conscience, à ce moment précis, que, sortant mon appareil de sa gaine, j'armai l'obturateur d'un geste vif. Mais le coup d'œil plus que significatif que me lancèrent les soldats d'une patrouille, comme par hasard présente à ce moment à mes côtés, la main sur la mitrailleuse, eut le curieux effet de suspendre mon geste, de figer mes bras. C'est que j'envisageais sans enthousiasme de voir mettre à mal mon beau Focasport flambant neuf – éventualité qu'on me disait plus que probable. Et qui peut savoir si ma vie elle-même n'était pas en danger ? Il arrivait tant de choses, me disait-on. Dommage ! Quelle occasion de fixer pour toujours une image expressive de la crise convulsive que traverse notre pays !

Ce qu'il me faut avouer tout de suite, c'est qu'au terme d'un séjour de plus de deux mois au Cameroun, il m'apparaît difficile de formuler une opinion sur ce pays et son avenir – à moins de me livrer à un simple exercice d'école. La tentation est irrésistible de mettre l'accent sur l'effort éducatif et sanitaire de la nation tutrice – effort à vrai dire titanesque, et dont les heureux résultats sont évidents. Mais encore ?

Une réflexion plus approfondie entraîne des constatations pessimistes. Par exemple, malgré quarante ans d'administration française et dix ans de lutte nationaliste menée par

l'Union des populations du Cameroun, ce pays reste une Afrique en réduction, un des coins du monde les plus fâcheusement variés : géographiquement, ethniquement, économiquement, confessionnellement, culturellement, bref sur tous les plans imaginables. Seul facteur d'unité : la colonisation, dont l'affaiblissement donne lieu à un renouveau du particularisme tribal, du provincialisme politique, des antagonismes de toutes sortes qui sont autant de forces de résistance au progrès. Où trouver un ciment de rechange ?

Autant qu'un objectif de pure libération nationale, il est permis de croire que l'action inaugurée en 1948 par l'Union des populations du Cameroun avait dialectiquement pour but de réaliser, hors du cadre colonial maintenant contesté et de toutes façons historiquement dépassé, une certaine unification de tous ces groupes humains antagonistes, épars sur un territoire immense et divers. Seul l'homme de mauvaise foi pourrait douter que, dès le début, l'UPC n'ait trouvée une très large audience parmi les Camerounais. A telle enseigne même, qu'à l'époque, les observateurs impartiaux posaient le problème de l'avenir du pays sous la forme du dilemme suivant : étant donné que l'Union n'avait jamais fait mystère de ses tendances socialisantes, quelle forme définitive, une fois l'Union au pouvoir, adopterait ce socialisme : centralisatrice et contraignante, comme à Moscou, ou bien débonnaire et libérale, originale et africaine (et pour tout dire titiste) ?

Mais encore fallait-il que le processus démocratique fût respecté, condition sans laquelle tout risquait d'être faussé, car, malgré qu'elle en eût, l'Union n'était pas capable de conquérir le pouvoir par la force, en raison de la position géographiquement excentrique du pays, et surtout de l'état d'esprit régnant dans le monde occidental qui, après la conquête de la Chine par Mao, et ce qu'on a appelé « le coup de Prague », n'était pas à l'amabilité pour tout ce qui, de près ou de loin, évoquait le communisme. De plus, ce n'était pas encore l'époque du respect de la démocratie dans l'outre-mer. Le jeu fut faussé, les règles n'étant pas observées (les responsables s'aperçoivent maintenant qu'ils ont ainsi manqué une splendide occasion de faire l'économie d'une odieuse effusion de sang, mais peut-être leur importe-t-il peu). L'Union, sévèrement réprimée par l'Administration, au nom de la sauvegarde du « patrimoine national » et de la civilisation occidentale, s'est affaïssée – probablement pour toujours. Epilogue de cette sanglante affaire, le leader de l'Union, Um Nyobé, vient de trouver une mort indigne de lui dans une obscure rencontre avec une misérable patrouille : cela se passait le 13 septembre de cette année.

Entre temps la conjoncture internationale avait évolué d'une façon que l'on peut qualifier de décisive. La coexistence pacifique, en se substituant à la guerre froide, avait favorisé la prospérité diplomatique de l'afro-asiatisme ; le neutralisme positif était préconisé par Le Caire ; l'arabisme, malgré des hauts et des bas, avait enregistré de sérieuses victoires. Tout cela avait provoqué à Paris une attitude certes mitigée et réticente mais globalement libérale à l'égard de l'Afrique Noire. Depuis il y eut le référendum et le « non » de la Guinée, et cette constatation d'un certain libéralisme se réfère uniquement à la loi-cadre Defferre.

Mais tout se passe jusqu'à ce jour comme si la république veillait à ce que les régimes traduisant l'autonomie dans l'outre-mer soient le reflet de son propre régime, autant dire des démocraties à l'occidentale, des démocraties bourgeoises. En théorie il s'agit là d'une grossière erreur, mais, dans la pratique, rien ne s'oppose, après tout, à ce qu'un pays sous-développé travaille et se développe harmonieusement dans le cadre de la démocratie bourgeoise : on le voit bien avec l'Inde de Nehru.

Pour en revenir au Cameroun, la question est celle-ci : quelles sont les chances de la démocratie au Cameroun ? Sans répondre péremptoirement à cette question épineuse, on est pourtant en droit d'exprimer un grand scepticisme. Ce sentiment vous envahit dès que vous mettez le pied sur le sol de notre pays et, pour ma part, il n'a cessé de m'être indré.

Les faubourgs de Douala

En deux mois j'ai visité plusieurs villes camerounaises – en plus de Yaoundé qui est mon pays. Mais c'est Douala qui m'a effrayé, malgré une constatation réconfortante, à savoir l'assainissement des rapports entre Blancs et Noirs – caractérisés encore, au moment de mon séjour de 1954, par le mépris et un fort désir de ségrégation d'un côté, une haine farouche et de terribles rêves de vengeance de l'autre.

Bien que son comportement pue à cent lieues la consigne et même la contrainte, on se garde mal de savoir gré, en quelque sorte, à la colonie française, des efforts qu'elle a dû faire et qu'elle fait encore pour rompre avec les pratiques d'hier – combien faciles et confortables ! De leur côté les Noirs semblent décidés à ne plus revenir sur le passé.

Pour comprendre toute l'importance que revêt le problème des relations sociales entre Noirs et Blancs dans ces pays, il n'est que de voir comment en usent les seigneurs du nouveau régime – ministres, secrétaires d'Etat et autres dignitaires – avec leurs propres congénères et compatriotes, plantons, chauffeurs ou boys. Ne pas tenir un pauvre pour quantité négligeable, ne pas en prendre à son aise avec lui, voilà un effort si harassant que personne, sauf peut-être les Hindous, ne l'affronte indéfiniment. Chez la plupart des peuples, et singulièrement chez nous autres Noirs, la démocratie apparaît comme un jeu de société auquel on ne tient pas à mêler *les autres*, un luxe qu'on ne tient pas à partager avec les gueux.

Parmi les dirigeants actuels du pays, tous Noirs – et tous des parvenus, ce qui aggrave singulièrement leur cas – qui donc se soucie de donner leur dignité à nos pauvres (à tous nos compatriotes en somme) ? Les habiller, les éduquer, leur construire des logements qui les différencient des bêtes de la forêt, voilà une tâche qui devrait exalter des hommes conscients, mais dont la seule idée hérisse nos politiciens.

Se promener dans le faubourg de New-Bell (l'Aubervilliers de Douala), bas-fonds très politisés d'où sont parties toutes les émeutes de la ville (et Dieu sait s'il y eu eut) est une véritable épreuve : il faut avoir les nerfs solides ! Comparé à certaines villes de l'Asie c'est encore du confort, entend-on dire parfois. Pourtant, les premiers jours j'eus peine à me convaincre que des êtres humains puissent s'emplit quotidiennement les poumons de ces fétidités, patauger dans ces marécages qui tiennent lieu de rues, vivre et dormir dans ces cavernes de troglodytes.

Pour comprendre la misère des villes camerounaises, il ne faut jamais perdre de vue que leurs habitants sont des prolétaires constamment en chômage. Il s'agit presque toujours de jeunes gens qui, au sortir de l'école, nantis souvent du certificat d'études primaires, incapables désormais de se réadapter à la vie de leur village de brousse – vie désuète, oppressante, étroite – s'enfuient, arrivent à la ville tout radieux d'espérance et, en dépit des déboires sans nombre, y restent. Leur endurance à la faim, au désespoir au dénuement, à l'humiliation, est quasiment illimitée. On les dirait résignés, avachis, irrémédiablement voués à l'alcool, Moloch friand de jeunes Africains ; mais qu'un tribun leur parle d'avenir, de justice, de révolte, et ce peuple de moutons assoupis devient houle sous la tempête.

Leur misère morale est encore plus effrayante. Ces jeunes dont tout observateur curieux sait qu'ils ne peuvent plus s'accommoder de la tribu ni de ses valeurs, ne les entend-on pas exalter la sagesse des ancêtres, la bonté des vieillards (avec lesquels ils étaient, naguère encore, en conflit permanent), le devoir de chacun, sitôt la fortune faite à la ville, de retourner là-bas entretenir l'héritage du père qui, bien entendu, consiste souvent en forêts où toute agriculture s'avère dérisoire à moins d'être mécanisée ! Faute de connaître une structure sociale de rechange, ne les voit-on pas tenter de se réorganiser suivant le mode patriarcal, se réunissant chaque soir autour du plus âgé pour discuter, prendre connaissance de certains litiges, palabrer jusqu'à une heure avancée de la nuit ! Pourtant, sous ces

apparences de retour à un passé contrastant violemment avec les réalités et les nécessités de la ville, se cache un effort désespéré et fiévreux pour se guérir du déchirement qui mutile leur génération – déchirement douloureux jusqu'à l'inhumain, intolérable, qui, si l'on en croit les philosophes des crises d'adolescence, doit être porté jusqu'au bout, sans fausse solution, sans dérobade, sinon sa valeur formatrice serait réduite à néant. Justement, on est en droit de prévoir que la fuite en avant, le raccourci de l'histoire que représente une révolution rapide et sanglante (par la promesse qu'elle offre de résoudre tous les problèmes d'un seul coup), tenteront un jour les villes de chez nous, où la population est essentiellement jeune. Bien entendu, dans une telle éventualité, il ne serait plus question de démocratie que par dérision.

Le choc

Mais le véritable choc, celui qui vous plonge dans un abîme de pensées plus amères les unes que les autres, se produit à une autre occasion. Après deux ou trois jours de joyeuses retrouvailles, nous voilà pénétrant dans une grosse librairie, poussé on ne sait pas qui. Vous n'avez pu, en quelques jours, tout oublier de l'Europe ; il vous reste une certaine curiosité, et vous aimeriez savoir où en est le général De Gaulle en France, M. Chamoun au Liban, Fidel Castro à Cuba, etc. Vous vous emparez avidement du *Monde*, de *L'Express*, du *Canard enchaîné*... Vous voici devant la caisse : quelle n'est pas votre surprise en entendant la caissière européenne, comptant à haute voix, vous apprendre que *Le Monde* coûte 35 francs, *Le Canard enchaîné* 45, et *L'Express* 100 francs locaux (soit respectivement 70 francs, 90 et 200 francs français au lieu de 25, 30 et cent à Paris !). Vous constatez donc que le prix a été doublé pour l'un des journaux et triplé pour les deux autres. Vous manifestez votre surprise à la caissière ; d'un coup d'œil elle examine votre accoutrement et comprend que vous arrivez d'Europe ; aussi, avec un sourire narquois, condescend-elle à vous expliquer une chose évidente : ces journaux arrivent par avion et le fret est très coûteux, etc.

Bien sûr, bien sûr, nous nous en doutions ! Au vrai ce qui vous attriste, ce n'est pas tant le prix de ces journaux que la nécessité où vous vous êtes trouvé, et que vous maudissez maintenant, de les acheter, d'y avoir recours, dans votre désir d'une information sérieuse. Dans tout ce Cameroun, Etat sous tutelle dont la langue nationale est le français, il n'existe aucun organe local d'information – à moins d'appeler ainsi une infâme feuille de chou qui s'est spécialisée dans la relation dithyrambique des déplacements d'innombrables ministres.

Cette désagréable surprise vous plonge dans une incoercible angoisse : au fait, comment en va-t-il des prix pour les autres marchandises, celles qui viennent par bateau et non par avion ? Une sorte de manie s'empare de vous : vous léchez inlassablement les vitrines, comparant les prix locaux à ceux que vous avez pu relever à Paris. Vous vous apercevez ainsi qu'il est rare de trouver un article qui ne coûte, *en valeur absolue*, au moins le même prix qu'en France ; le pouvoir d'achat du franc CFA est donc misérable. Mais si en outre on tient compte des bas salaires, du chômage chronique et, pour ces dernières années, de l'effondrement des cours des matières premières tropicales, on voit à quel niveau de vie effroyablement bas est réduite la population.

Un des inconvénients de l'économie de troc qui sévit dans ce pays – exportations de matières premières contre importation de produits manufacturés en Europe- c'est la toute-puissance des intermédiaires de toutes tailles qui pullulent ici comme une vermine. Dans le petit commerce surtout, aiguillonné par une effroyable cupidité, les abus n'ont pratiquement pas de limite. Par exemple, plus on s'éloigne des grands centres et plus les marchandises coûtent cher, suivant la logique d'une distribution tragiquement fantaisiste. Les responsables vous disent : « Etatiser le petit commerce ! Mais c'est du socialisme pur et simple, monsieur ! Si c'était pour faire du socialisme, vous pensez bien qu'on ne nous aurait pas

accordé l'autonomie. Contrôler étroitement les petits commerçants européens ? Ils arrivent ici, je ne dis pas sans capital, mais même sans un sou ; ils se mettent à bricoler et on les voit bientôt pourvus de millions raclés sur le dos des nôtres – millions que, d'ailleurs, ils s'empressent d'envoyer dans leur pays, ce qui nous appauvrit d'autant. Mais essayez de les contrôler, en supposant que vous en ayez les moyens, ils ne tarderont pas à crier qu'on les brime, à moins que, bouclant leurs valises, ils ne se décident d'aller dans un autre pays d'Afrique. Regardons les choses en face, monsieur : ils nous sucent mais aussi ils animent l'économie locale, ils poussent les gens à travailler pour s'acheter toutes ces belles petites choses... Et puis, monsieur, un départ massif de petits commerçants européens, voilà qui aigrirait nos rapports avec la France. Tout est lié, monsieur ! tout... »

Alors ? *Statu quo*, bien sûr ! Très souvent vous aurez l'impression que la fameuse autonomie interne, dont on a tant parlé, ce n'est que cela : une solution élégante (apparemment) pour maintenir les choses telles quelles. D'ailleurs il est loisible au voyageur d'observer à son gré les funestes effets d'une totale absence de politique économique et sociale. Les grands travaux d'équipement se sont arrêtés, de même que le recrutement dans la fonction publique. Depuis l'insurrection de la Sanaga Maritime les capitaux privés ne viennent plus s'investir ici ; bien plus les capitaux locaux s'évadent, comme nous l'avons vu.

Quant au F.I.D.E.S.¹, il y aurait bien des choses à dire sur cet organisme et ses méthodes ? Toujours est-il qu'on est en droit de contester son efficacité, malgré l'opinion des journaux parisiens d'extrême droite. Comme dans tous les organismes de bienfaisance, le grand défaut du F.I.D.E.S. est de laisser canaliser les crédits dans les plus mauvaises voies : l'argent se perd dans les dépenses de fonctionnement qui, avec l'avènement du nouveau régime, se sont naturellement gonflées, ou bien il sert à engraisser les politiciens locaux dont on croit ainsi acheter l'attachement à la France. Ce n'est pas le F.I.D.E.S. ni aucun autre système similaire d'assistance qui fera monter le niveau de vie des autochtones, mais bien une réorganisation rationnelle de l'économie, un réaménagement qui, tenant compte des facteurs sociologiques, intégrerait les modifications survenues depuis la guerre dans la structure de la société locale, et aussi dans les aspirations des gens – ce que ne fait précisément pas le F.I.D.E.S. Il semble qu'un pays sous-développé ait davantage besoin d'organisation que de moyens proprement financiers. Ce qu'il faudrait le plus au Cameroun en ce moment c'est peut-être d'authentiques experts français – et non pas tant des capitaux. La pagaïe, l'irrationnel, la confusion, le gaspillage somptuaire, le favoritisme, l'absence de perspectives, voilà autant de tonneaux des Danaïdes dans lesquels l'argent s'engouffrera toujours en vain. Mais la démocratie est-elle capable d'extirper ces maux ?

L'influence des Missions

Les publications locales des Missions catholiques font état de près de sept cent mille catholiques, mais la valeur de ces chiffres est extrêmement discutable, attendu qu'il inclut les non pratiquants, de loin les plus nombreux ; et aussi les tout petits enfants, qui ne devaient pas entrer en ligne de compte sur le plan politique qui nous préoccupe.

De toutes façons ce chiffre est loin de représenter la majorité de la population. Sur les trois millions d'habitants officiellement recensés, on compte encore un million de musulmans, près de trois cent mille protestants, un million de gens qui ne se réclament d'aucune des religions organisées, et qu'on peut qualifier d'animistes.

¹ Le Fonds d'investissement pour le développement économique et social d'outre-mer (F.I.D.E.S.) a été créé en 1946 pour financer les deux plans de développement des territoires d'outre-mer qui se succédèrent, le premier de 1948 à 1953, le deuxième de 1953 à 1959. Ces plans concernaient essentiellement l'Afrique noire et Madagascar. (O. B A)

L'influence politique des catholiques est excessive en tout cas hors de proportion avec leur nombre. Plus encore, cette minorité agissante, se proclamant seule héritière de l'Occident, seule dépositaire en Afrique de l'Humanisme universel, entend imposer la pérennité de son hégémonie ; elle n'hésite pas à se livrer à des tentatives d'obstruction au préjudice d'hommes politiques confessionnellement hétérogène. Ses nombreux journaux, qui affichent des tirages relativement astronomiques, sont très librement diffusés. L'ingérence politique du clergé d'origine européenne, et singulièrement de la hiérarchie, est scandaleuse ; loin de la dénoncer les politiciens camerounais, même non catholiques, déploient un zèle immense pour s'assurer la bienveillance de l'Eglise, seule force organisée, consciente, efficace, depuis la mise hors la loi de l'Union. Un exemple de cette reptation générale : depuis l'octroi de l'autonomie interne, c'est-à-dire depuis deux ans, le rapport des dispensaires et des chapelles, construits les uns et les autres par la municipalité de Yaoundé, est de l'ordre de 1 à 6. Les catholiques se sont taillé la part du lion dans les programmes de la malheureuse petite radiodiffusion camerounaise. Grâce au denier du culte, aux cotisations des légionnaires de Marie, aux subventions extorquées quotidiennement à un gouvernement faible jusqu'à l'inexistence, les Missions prospèrent plus que jamais, au moment même où le pays s'appauvrit globalement.

On aurait pu s'attendre à plus de pudeur et de discrétion de la part des Missions après l'échec de la tentative de « salazarisation » de M. André-Marie Mbida, leur poulain. Car on ne peut qualifier autrement l'action du premier gouvernement camerounais qui, tout naturellement, fut un gouvernement à direction catholique. M. André-Marie Mbida ne fut pas seulement le champion de la répression impitoyable des minuscules et très faibles organisations progressistes, mais aussi l'auteur de diatribes provocatrices à l'encontre des autres confessions. Malgré les très nombreux meurtres commis par ses nervis – et qui étaient de notoriété publique – la hiérarchie catholique ne ménagea jamais son soutien à cet ancien séminariste, à telle ancienne que, lors de sa chute, et comme le nouveau Premier, un musulman, manifestait le désir de consulter le clergé catholique, celui-ci, non content de bouder et de se dérober, entreprit de proclamer en chaire que le nouveau gouvernement ne tarderait pas à faire long feu.

Toute cette agitation catholique a provoqué un agacement, une exaspération de plus en plus difficiles à contenir dans certaines fractions de la masse – et, d'une façon naturelle, un anticléricalisme larvé mais dont l'explosion violente ne peut manquer de se produire à brève échéance. Des hommes qui, certes, ne jouissent que d'une audience limitée, vont suggérant maintenant que l'Eglise ne peut être raisonnablement tenue que pour une organisation politique aux ordres de l'étranger ; quiconque connaît la sensibilité du Camerounais aux thèmes nationalistes perçoit tout de suite le danger.

Le conflit catholiques-musulmans, par exemple, ne se dessine plus seulement, il se précise, et la récente crise gouvernementale qui a porté le musulman Ahidjo au pouvoir n'en est que l'expression bénigne. La sympathie incontestable des populations méridionales et non musulmanes pour M. Ahidjo est significative de l'isolement des catholiques, trop remuants et, au moins en partie, discrédités.

Avec un machiavélisme consommé, les tacticiens catholiques tentèrent longtemps, non sans un succès relatif, de travestir la lutte d'influence des musulmans et des catholiques en une opposition nord-sud, le nord étant présenté comme une société féodale et un tantinet retardataire, et le sud comme une société jadis tribale et anarchique, mais de nos jours profondément occidentalisée. D'autres politiciens, généralement cyniques, sans confession mais intelligents, eurent tôt fait de comprendre tout le parti qu'ils pouvaient tirer de ce jeu des divisions : ils s'ingénierent donc à en arracher le monopole aux catholiques. Aujourd'hui, lorsque surgit une querelle entre les deux groupes confessionnels, on voit ces gens se présenter la bouche en cœur pour offrir généreusement leur arbitrage, bien entendu

